



Immeuble Le Ouessant - Bat 3A
9, rue Maurice Fabre
35000 Rennes

ADAPEI-Nouvelles Côtes d'Armor

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ADAPEI-Nouvelles Côtes d'Armor

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

RCS : 775 568 884

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association ADAPEI-Nouvelles Côtes d'Armor,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADAPEI-Nouvelles Côtes d'Armor relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les notes III.2.2 « Méthodes générales » et III.2.3 « Conventions comptables » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables applicables à votre Association. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis, nous avons vérifié le caractère approprié de ces règles et méthodes et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui

d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Rennes, le 20/06/2025

Signé par :

1313487FB305463...

Ludovic Sevestre

Associé

I - : BILAN AU 31/12/2024

BILAN ACTIF	Brut 2024 en K€	Amortisseme nt 2024 en K€	Net 2024 en K€	Net 2023 en K€
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	70	70	0	0
Frais de recherche et de développement	74	74		
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, proc	871	853	18	13
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 573	21	3 552	3 536
Constructions	67 852	38 701	29 151	30 993
Installations techniques, matériel et outillage in	43 705	35 791	7 914	7 848
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	6 520	0	6 520	677
Avances et acomptes	42	0	42	6
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	2 784	0	2 784	2 334
Autres titres immobilisés	307	0	307	260
Prêts	1 609	0	1 609	1 442
Autres immobilisations financières	113	0	113	84
TOTAL I	127 521	75 510	52 011	47 193
Actif circulant				
Stocks et en cours	456	0	456	440
Avances et acomptes	17	0	17	29
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattaché	4 467	58	4 409	5 398
Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	0
Autres créances	4 144	0	4 144	3 498
Valeurs mobilières de placement	7 938	0	7 938	13 581
VMP				
Instruments de trésorerie	237	0	237	233
Disponibilités	7 915	0	7 915	4 478
Charges constatées d'avance	254	0	254	202
TOTAL II	25 429	58	25 371	27 859
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	152 950	75 568	77 382	75 052

BILAN PASSIF	Exercice 2024 en K€	Exercice 2023 en K€
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	2 184	2 184
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	10	10
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	12 529	12 420
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	11 687	11 617
Autres réserves		
Report à nouveau	11 683	10 055
dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales	15 324	14 178
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	456	1 641
dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs	-161	-161
dont charges des activités SMS de prise en compte différée	2 291	275
Résultat en attente d'affectation		
dont résultat hors activités sociales et médico-sociales		
dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées		
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Excédent ou déficit de l'exercice	1 489	1 738
dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Situation nette (sous total)	27 895	26 406
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 777	5 846
Provisions réglementées	1 505	1 505
Droits des propriétaires - (Commodat)		
TOTAL I	35 178	33 758
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	4 551	3 588
TOTAL II	4 551	3 588
PROVISIONS		
Provisions pour risques	206	122
Provisions pour charges	2 863	2 818
TOTAL III	3 069	2 940
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	21 550	22 105
Emprunts et dettes financières diverses	2	3
Avances et acomptes reçus sur commande		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 938	2 759
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	7 217	6 979
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 371	1 025
Autres dettes	422	458
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 084	1 436
TOTAL IV	34 584	34 766
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	77 382	75 052

II - : COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024 en K€	Exercice 2023 en K€
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	50	53
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	4 215	4 453
<i>Dont ventes de dons en nature</i>	0	0
<i>Dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	0	0
Ventes de prestation de service	10 341	9 792
<i>Dont parrainages</i>	-1	0
<i>Dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	1 715	1 722
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	61 045	59 947
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	59 714	58 955
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts	1 074	922
Utilisations des fonds dédiés	563	300
Autres produits	12 212	11 984
TOTAL I	89 499	87 450
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2	2
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	2 788	2 920
Variation de stock	-1	-27
Autres achats et charges externes	15 226	14 594
	0	0
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	4 157	4 095
Salaires et traitements	44 365	43 457
Charges sociales	16 099	15 725
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 942	4 829
Report en fonds dédiés	825	1 348
Autres Charges	101	67
TOTAL II	88 502	87 012
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	437	315
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	22	66
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	23	30
TOTAL III	482	411
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	0	22
Intérêts et charges assimilées	486	501
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	486	523

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	364	1 233
Sur opérations en capital	363	377
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	727	1 610
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	47	12
Sur opérations en capital	96	131
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	25	6
TOTAL VI	168	149
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	62,96	50,07
Total des produits (I+III+V)	90 708	89 472
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	89 219	87 734
EXCEDENT OU DEFICIT	1 489	1 738
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	151	205
TOTAL	151	205
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL		

III - : ANNEXES

III.1 INTRODUCTION

III.1.1 PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ADAPEI NOUELLES COTES D'ARMOR

L'Association Départementale d'Amis et de Parents d'Enfants Inadaptés (ADAPEI) Nouelles Côtes d'Armor gère à ce jour 50 établissements et services couvrant toutes les tranches d'âge et tous les degrés de handicap. Ces structures, réparties sur l'ensemble du département, assurent l'accueil ou le suivi de près de 2200 personnes handicapées et fonctionnent grâce au concours efficace de plus de 1400 salariés qualifiés.

Affiliée à **l'Unapei** (Association reconnue d'utilité publique), l'Association est organisée autour de plusieurs pôles d'activité : enfance adolescence, vie professionnelle ESAT (établissements et services d'aide par le travail), vie professionnelle EA (entreprises adaptées), habitat et accompagnement social, habitat accompagnement et soins, insertion.

III.1.2 GESTION PROPRE ET GESTION CONTROLEE

Les établissements et services gérés par l'Adapei-Nouvelles Côtes d'Armor appartiennent à deux catégories.

Relèvent de la **gestion propre** les 6 Entreprises Adaptées, le Chantier d'Insertion, la partie production des 7 ESAT ainsi que l'Association et les sections. Les résultats de ces différentes comptabilités sont présentés à l'Assemblée Générale qui vote sur leur affectation.

Les IME, SESSAD, MAS, FAM, le SAMSAH, les SAVS, les Foyers d'Hébergements, Foyers de Vie, SATRA et le siège social relèvent de la **gestion contrôlée par des tiers financeurs** (Agence Régionale de Santé et Conseil Départemental 22). Les résultats de ces différents établissements et services et leurs affectations sont contrôlés par les autorités de tarification.

III.1.3 METHODE D'AGREGATION DES COMPTES DES ETABLISSEMENTS

L'activité de chaque établissement et service est retracée dans une comptabilité distincte, formant une entité bilantielle autonome ; l'agrégation de ces comptabilités est réalisée à chaque clôture annuelle.

III.1.3.1 Les comptes annuels présentés résultent de cette agrégation

Les opérations comptabilisées au cours de l'exercice concernant les frais de siège entre le siège et les établissements sont neutralisés à la clôture de l'exercice. Il en est de même pour tout autre compte de produit d'un établissement qui trouve un compte de charge dans un autre établissement ou inversement. Les créances et les dettes inter établissements inscrites dans les comptes de liaison (comptes n°18...) et dans les comptes clients/fournisseurs (comptes 411.../401...) ont été compensées.

Sur l'exercice 2024, les **prestations internes et frais de siège** sont neutralisées à hauteur de **7 451 K€** en charges et produits.

III.2 Principes, règles et méthodes comptables

III.2.1 PRESENTATION DES COMPTES

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan
- Le compte de résultat
- Les annexes

L'exercice comptable court du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

III.2.2 METHODES GENERALES

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) qui regroupe les compétences du Conseil National de la Comptabilité (CNC) et du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

L'association a arrêté ses comptes en application du règlement ANC n° 2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières suivantes :

- **Règlement ANC n° 2018-06, modifié par le règlement ANC n°2020-08** relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- **Du règlement ANC n° 2019-04** relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- **Du code de l'action sociale et des familles (CASF)**, pour des provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L. 312-1 du CASF.

III.2.3 CONVENTIONS COMPTABLES

Les conventions générales comptables sont appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice sur un autre,
- Indépendance des exercices,
- Informations relatives au bilan.
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des différents actifs en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

III.3 Faits caractéristiques

III.3.1 VARIATIONS MAJEURES D'IMMOBILISATIONS ET DE FINANCEMENT LONG TERME

En 2022, le Plan Stratégique de Patrimoine (PSP)P a été validé par le Conseil d'Administration et constitue le socle du PPI de notre CPOM 2024/2028.

En 2023, les restructurations de l'IME de Tréguier et du SATRA de Plouisy ont été réalisées et immobilisées sur le présent exercice.

Le PPI (Plan Pluriannuel d'Investissement) et le PGFP (Plan Global de Financement Prévisionnel) ont été validés par l'ARS (Agence Régionale de Santé) et le CD 22 (Conseil Départemental des Côtes d'Armor) annexés au CPOM 2024/2028. Ce PPI porte sur les projets suivants :

- 1. Construction neuve de l'atelier Légumerie de l'ESAT de Plouisy (ARS)
- 2. Construction neuve de l'Unité Résidentielle pour adultes autistes en situation très complexe (URTSA) (ARS)
- 3. Construction neuve des locaux de l'Entreprise Adapté de Douvenant St Brieuc regroupant les équipes de l'EA de Ploufragan et de Niepce (PROD)
- 4. Réhabilitation partielle de l'ESAT de Lamballe et de Tréguier (ARS)
- 5. Refonte de l'hébergement de Loudéac et Tréguier (CD22)
- 6. Réhabilitation/Extension de la MAS d'Hillion Les Sorbiers pour accueillir la MAS de St Brieuc Roc Bihan
- 7. Réhabilitation partielle de l'ESAT de St Brieuc, de Dinan et de Plourivo (ARS)
- 8. Réhabilitation complète du Foyer de Vie de Quévert Les Grands Rochers (CD22)
- 9. Réhabilitation complète de l'ESAT de Loudéac (ARS)

En 2024, nous n'avons pas constaté d'achèvement de travaux mais la présence d'immobilisations en-cours (Atelier Légumerie et EA Douvenant seront livrés en 2025, URTSA en 2026, MAS Hillion en 2028).

III.3.2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler

III.3.3 RESULTAT DE L'EXERCICE

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL en K€	Exercice 2024	Exercice 2023
Résultat comptable	1 489	1 738
Reprise du résultat antérieur (ACT)	136	108
Excédent ou déficit effectif global	1 625	1 846
Dont résultat effectif sous gestion propre	956	928
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	669	918

III.4 BILAN - ACTIF

III.4.1 IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

III.4.1.1 Coûts d'acquisition et de production

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur prix de revient (coût d'acquisition ou de production). Le prix de revient inclut les dépenses d'acquisition ainsi que les dépenses de construction ou d'amélioration ainsi que tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre les immobilisations en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les coûts attribuables incluent notamment :

- les frais de préparation du site ou de démolition préalable,

- les honoraires de professionnels (architectes, géomètres, experts évaluateurs, conseils etc...),
- les frais de publicité, les droits d'enregistrement, les honoraires d'acquisition,
- les révisions de prix,
- l'assurance dommage-ouvrage,
- les frais d'appel d'offres,
- les taxes et participations locales associées à la construction.

L'amortissement est calculé prorata-temporis à compter de la date de mise en service (première occupation des lieux pour les constructions).

Les règlements comptables CRC 2002-10 et 2004-06 relatifs à la définition, la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2005, avec pour conséquence la mise en place de la décomposition des immobilisations, notamment des constructions. La répartition par composants est déterminée forfaitairement pour les immobilisations acquises (selon tableau ci-dessous) et au réel des factures lors d'une construction neuve.

Quote-part forfaitaires	Toutes constructions
Gros œuvre	40%
Façades, étanchéité	10%
IGT (chauffage, climatisation, ascenseur, électricité, câblage, transmission-communication, plomberie)	25%
Agencements	25%

La structure et les composants sont amortis en mode linéaire selon les durées suivantes validées par le Conseil d'administration :

- Pour les constructions neuves :

Durée en années	Locaux d'activité	Hébergements	Bureaux
Gros œuvre	50 ans	50 ans	40 ans
Façades, étanchéité	30 ans	30 ans	35 ans
IGT (chauffage, climatisation, ascenseur, électricité, câblage, transmission-communication, plomberie)	25 ans	25 ans	25 ans
Agencements	20 ans	20 ans	20 ans

- Pour les immobilisations ayant fait l'objet d'une acquisition amélioration, les durées d'amortissement des composants non renouvelés font l'objet d'une appréciation spécifique de la durée d'utilisation résiduelle.

III.4.1.2 Dépréciation des immobilisations corporelles

Une dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable d'utilisation ou de marché est estimée à un prix inférieur au prix de revient comptabilisé.

Si cette dépréciation est jugée définitive, un amortissement exceptionnel est constaté. Sinon une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Au 31 décembre 2024, l'Adapei-Nouvelles Côtes d'Armor n'a constaté **aucune dépréciation d'immobilisation**.

III.4.1.3 Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement selon les durées suivantes :

	Durée en années		Durée en années
LOGICIEL	3	MATERIEL DE BUANDERIE	7
MOB. ET MAT. DE CUISINE	10	MOB ET MAT D'ENTRETIEN	7
MATERIEL TELEPHONIQUE SOCIAL	5	MOB ET MAT HEBERGEMENT	7
AMENAGEMENT S/SOL D'AUTRUI	20	MOB ET MAT DE LINGERIE + VET TRAVAI	7
MOBILIER ET MAT DIVERS	10	MOB ET MAT D'ATELIER	7
MOB ET MAT DE REEDUC.	7	MAT LUTTE INCENDIE	7
MATERIEL DE SPORT	7	MOB ET MAT SERV GENERAUX	7
MOB ET MAT INFIRMERIE	7	PLANTATIONS	10
MOB ET MAT KINESITHERAPI	7	INST. AGENC. AMENAGEMENT	20
MOB ET MAT MEDICAL	7	MATERIEL DE TRANSPORT NEUF	5
MOB ET MAT DE CUISINE	10	MAT BUREAU ET INFORMAT.	5
CUISINE CENTRALE	12	MOBILIER DE LITERIE	7
MOB ET MAT DE CLASSE	7		

Les durées indiquées ci-dessus constituent des durées maximales recommandées. Les durées d'amortissements peuvent être modulées en fonction des durées d'utilisation, parfois très courtes. En cas d'acquisition d'un bien d'occasion, la durée d'amortissement est ajustée en fonction de la durée de vie résiduelle estimée du bien concerné.

L'amortissement est calculé prorata-temporis à compter de la date de mise en service.

III.4.1.4 Immobilisations en cours

Au 31 décembre 2024, **6 520 K€ d'immobilisations en cours** figurent à l'actif et concernent principalement le projet de l'EA de Douvenant pour 5 578K€, le rapprochement des 2 MAS pour 592 K€, la construction de la PUR à la MAS PAIMPOL pour 211 K€.

III.4.1.5 Immobilisations financières

Ce poste est constitué notamment de :

- Participation dans la SCIC Habitat Handi Citoyens pour un montant global de 2 700 K€ au 31 décembre 2024
- Participation dans la SCI Ker Zeph pour 50 K€
- Prêt à la SCI Ker Zeph de 200 K€
- Parts sociales de banque pour 287 K€
- Prêt consenti à Action Logement pour 1 409 K€ sur une durée de 20 ans au titre de la Participation de l'Employeur à l'Effort de Construction. A noter que cette modalité de versement de la PEEC utilisée depuis 1993 par l'ex-Association des Nouelles, a été retenue pour la première fois en 2017 pour les autres établissements de l'Adapei – Nouelles

Concernant les participations, les taux de détention sont les suivants :

		en K€	
Filiales et participations	% détention	Fonds propres 31.12.2024	Résultat 31.12.2024
SCIC Habitat Handi Citoyen	91%	3 468	-98
SCI Ker Zeph	100%	142	21

III.4.1.6 Tableau des immobilisations et des amortissements incorporelles et corporelles

Au 31 décembre 2024, le poste « **immobilisations** corporelles et incorporelles » fait apparaître une valeur brute de **122 665 K€** et une valeur nette de **47 155 K€**.

III.4.1.6.1 Tableau des immobilisations au 31/12/2024 en K€ :

Corp/Incorp	Libellé CCG Immo Principal	Valeur Acquisition au 31/12/2023	Acquisition	Diminutions	Valeur Acquisition au 31/12/2024
Immobilisations Corporelles	2110 Terrains	3 490	0	19	3 472
	2120 Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	58	44	0	102
	2130 Constructions sur sol propre	64 841	3	81	64 763
	2131 Bâtiments	263	0	0	263
	2135 Installations générales ; agencements ; aménagements des constructions (I.G.A.A.C.)	2 156	229	7	2 378
	2145 Constructions sur sol d'autrui, installations générales, agencements, aménagements	445	3	0	448
	2150 Installations, matériel et outillage techniques	4 513	129	38	4 605
	2151 Installations complexes spécialisées	13 631	762	751	13 642
	2170 Cheptel	1	0	0	1
	2181 Installations générales, agencements, aménagements divers	11 575	229	45	11 758
	2182 Matériel de transport	8 230	875	660	8 444
	2183 Matériel de bureau et matériel informatique	3 388	181	81	3 488
	2184 Mobilier	632	125	2	755
	2188 Autres immobilisations corporelles	1 006	0	4	1 002
	2300 Immobilisation en cours	677	5 892	49	6 520
Total Immobilisations Corporelles		114 907	14 509	7 773	121 642
Immobilisations Incorporelles	2010 Frais d'établissement	70	0	0	70
	2030 Frais d'études, de recherche et de développement et d'insertion	78	0	4	74
	2050 Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	44	11	0	55
	2081 Autres immobilisations incorporelles	160	0	0	160
	2082 Autres immobilisations incorporelles	655	0	0	655
Total Immobilisations Incorporelles		1 007	11	4	1 014
Total général		115 914	14 521	7 778	122 656

III.4.1.6.2 Tableau des amortissements au 31/12/2024 en K€ :

Montant en K€	31.12.2023	Dotation de l'exercice	Reprises ou diminutions afférentes à des éléments sortis	31.12.2024
Amort. Immobilisations incorp.	995	6	-4	997
Amort. immobilisations corporelles	71 861	4 250	-1 598	74 513
Dépréciation immos financières	0			0

III.4.2 STOCKS ET ENCOURS

Pour les activités de production, les stocks de matières premières, de produits finis ou les encours sont évalués par comptage physique annuel dans chaque établissement.

Ils sont valorisés :

- Matières premières au coût d'acquisition HT = prix d'achat + frais accessoires
- Produits et encours au coût de production HT

Le prix des matières premières ou produits est obtenu avec la méthode du Premier Entré Premier Sorti (PEPS ou FIFO).

Les produits confiés ne sont pas valorisés dans les stocks.

Une dépréciation est notamment constituée à la clôture de l'exercice quand les articles concernés présentent des taux de rotation anormaux.

Au 31 décembre 2024, les stocks de matières premières sont évalués à 301 K€.

Les stocks de produits finis et encours sont évalués à 155 K€

Au 31 décembre 2024, aucune provision pour dépréciation de stocks n'a été comptabilisée

III.4.3 CREANCES D'EXPLOITATION ET DIVERSES

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ; une provision est pratiquée lorsque la valeur probable de réalisation d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

III.4.3.1.1 Etat des Échéances des Créances au 31/12/2024 :

CREANCES (montants en K€)	Montant brut	Échéances < ou = 1 an	Échéances > 1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Prêts	1 609		1 609
Dépôt et Caution	114		114
Total des créances de l'actif immobilisé	1 723		1 723
Créances de l'actif circulant			
Créances usagers et comptes rattachés	4 467	4 467	
Autres créances	4 144	4 144	
Total des créances de l'actif circulant	8 611	8 611	
TOTAL DES CREANCES	10 334	8 611	1 723

III.4.3.1.2 Provisions pour dépréciations au 31/12/2024:

Montants en K€	31.12.2023	Dotations	Reprises	31.12.2024
Prov. Pour dépréciation des immos	-	-	-	-
Prov. Pour dépréciation des stocks	0			0
Prov. Pour dépréciation des créances clients et comptes rattachés	57	10	9	58
Prov. Pour dépréciation autres créances	0			0
Prov. Pour dépréciation des comptes financiers	22		22	0
Total des provisions pour dépréciation	79	10	31	58

III.4.4 PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir s'élèvent à 1 580 K€ et se composent essentiellement des éléments suivants :

- Subvention de l'ARS pour la reconstruction de l'IME Tréguier pour 687 K€ ;
- Bail à construction pour 374 K€ ;
- Aide au poste : 425 K€

III.4.5 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

Les VMP sont enregistrées par référence à leur valeur d'entrée dans le patrimoine, les mouvements étant enregistrés selon la méthode FIFO.

Une provision pour dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice si le cours de ces valeurs est inférieur à leur cours d'acquisition.

Type en K€	En cours 31.12.2024	Valorisation 31.12.2024	Plus Value / Moins Value 31.12.2024
Obligations	5 165	5 283	118
DAT	3 000	3 000	0
FCP	0		0
Divers	1 548	1 616	68
TOTAL	9 713	9 899	186

III.4.6 DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale. L'association faisant appel à une centralisation de trésorerie, les disponibilités par banque sont comptabilisées nettes des concours bancaires courants.

III.4.7 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance représentent **254 K€**.

III.5 BILAN - PASSIF

III.5.1 FONDS PROPRES ET AUTRES FONDS ASSOCIATIFS

Evolutions des fonds propres entre les 2 derniers exercices :

Variation des fonds propres (montants en K€)	31.12.2023 retraité	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	31.12.2024
Fonds propres sans droit de reprise	2 184				2 184
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation	10				10
Réserves	12 420		109		12 529
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	<i>11 617</i>		<i>70</i>		<i>11 687</i>
Report à nouveau	10 055	1 738		85	11 683
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 641</i>			<i>1 185</i>	<i>456</i>
Résultat de l'exercice	1 738	-1 738	1 489		1 489
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>789</i>	<i>-789</i>	<i>522</i>		<i>522</i>
Situation nette	26 407	0	1 598	85	27 895
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	5 846		88	157	5 777
Provisions réglementées	1 505				1 505
Total	33 758	0	1 686	242	35 177

III.5.1.1 Fonds propres

III.5.1.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Ce poste retrace les moyens en nature ou en espèces versés à l'organisme gestionnaire et affectés à l'établissement ou au service en vue d'assurer sa mission. Ils ne peuvent être repris ni par les membres, ni par les apporteurs. Ils ne pourront être transmis qu'à la dissolution de l'association.

III.5.1.2 Réserves

Ce poste retrace les réserves résultant de l'affectation des résultats des établissements proposés par l'association et acceptée par les tiers financeurs.

L'association étant passée en CPOM-EPRD et en application de l'article R.314-234 du CASF, les résultats du compte de résultat principal et de chaque compte de résultat annexe sont affectés selon les modalités suivantes :

1° L'excédent d'exploitation est affecté :

- En priorité, à l'apurement des déficits antérieurs de ce compte de résultat ;
- A un compte de report à nouveau ;
- Au financement de mesures d'investissement ;
- A un compte de réserve de compensation ;
- A un compte de réserve de trésorerie, dans la limite de la couverture du besoin en fonds de roulement, tel que défini au III de l'article R. 314-48 ;
- A un compte d'excédent affecté à la compensation des charges d'amortissement des équipements, agencements et installations de mise aux normes de sécurité ;

2° Le déficit de chacun des comptes de résultat est :

- Couvert en priorité par le compte de report à nouveau excédentaire de ce compte de résultat ;
- Puis, le cas échéant, couvert par la reprise de la réserve de compensation de ce compte de résultat

c) Pour le surplus éventuel, affecté à un compte de report à nouveau déficitaire de ce compte de résultat ;

3° Les résultats du compte de résultat principal et des comptes de résultat annexes sont affectés aux comptes de résultat dont ils sont issus ;

4° Les résultats des comptes de résultat mentionnés au 2° du II de l'article R. 314-222 sont affectés par l'autorité de tarification dans les conditions prévues aux 1°, 2° et 3° du présent article.

Les comptes de réserves sont mouvementés par des affectations de résultat en fonction des décisions de l'assemblée générale. Ces comptes ne peuvent pas faire l'objet de reprise ou de dotation par un compte de charges ou de produits de l'exercice. Les réserves contiennent des comptes spécifiques aux établissements et services médico-sociaux (M22) mouvementés lorsque l'affectation définitive du résultat acceptée par l'autorité de contrôle est connue :

- Compte 106852 « Excédents affectés à l'investissement » : pour les fonds destinés au financement du renouvellement des immobilisations
- Compte 106855 « Excédents affectés à la couverture du BFR » : il s'agit de la dotation accordée initialement par l'autorité de contrôle pour couvrir les besoins de trésorerie
- Compte 106856 « Réserve de compensation » : enregistre les excédents cumulés destinés à compenser un éventuel déficit constaté durant les exercices futurs

III.5.1.3 Report à nouveau

Le report à nouveau présente un solde soit débiteur, soit créditeur. Il est constitué de l'affectation des résultats générés par les activités propres de l'association.

Sont par ailleurs retracées des dépenses dont l'inscription en comptabilité dans les différents établissements et service de l'association à la clôture de l'exercice est refusée par les tiers financeurs.

III.5.1.4 Subventions d'investissements

Sont comptabilisées à ce poste les subventions notifiées pour l'acquisition d'un actif. Ces subventions font l'objet d'une reprise en compte de résultat, enregistrée en produits exceptionnels, sur une durée identique à l'amortissement des biens qu'elles ont financés.

Les subventions reçues dans le cadre de la taxe d'apprentissage figurent également dans ce poste.

III.5.1.5 Provisions réglementées

Conformément à l'arrêté du 12 novembre 2008, les plus-values nettes de cessions d'actifs immobilisés sont neutralisées par des dotations au compte « Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes d'actif ».

III.5.2 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.

Des provisions pour risques et charges sont constituées en fonction des risques connus ou estimés à la clôture des comptes.

Si des risques et pertes ne sont pas mesurables à la date d'établissement des comptes annuels, une information est donnée en annexe.

Le tableau ci-dessous met en évidence les variations des provisions pour risques et charges entre les deux derniers exercices.

Nature de provision en K€	31.12.2023	Dotation (+)	Reprise (-)	31.12.2024
Provisions pour risques	122	206	122	206
Provisions pour départ en retraite	2 748	480	435	2 793
Provisions pour travaux	70		0	70
TOTAL DES PROVISIONS	2 940	686	557	3 069

III.5.2.1.1 Provision pour risques :

Reprise de la dotation pour litige pour 122K€ et 75 K€ de dotation pour litige en 2024.

III.5.2.1.2 Provision pour retraite :

L'association constitue des provisions en couverture des indemnités dues à ses salariés à la date de leur départ en retraite. Cette provision est constituée historiquement sur la base du montant estimé des futurs départs sur les cinq prochaines années.

La provision comptabilisée ne couvre donc qu'une partie des engagements de l'Association (**2 792 K€**). Conformément à l'avis du comité d'urgence du CNC n°2000-A du 6 juillet 2000, l'engagement résiduel non couvert par cette provision est estimé à **4 048 K€** (*Provision IFC Passif Social 6 840 100 € - Provision au 31/12/2024 2 792 377*).

Les hypothèses retenues pour le calcul de ces indemnités sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Evolution annuelle des salaires 1.00 %
- Taux d'actualisation : 3,00 %
- Taux de charges sociales : 50 %
- Table de mortalité 00-02 hommes / femmes
- Turn-over faible

III.5.2.1.3 Provisions pour travaux :

Les provisions concernent des travaux de remise en état de 2 Foyers d'hébergement.

III.5.3 FONDS DEDIES

Les fonds dédiés enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le montant des fonds dédiés de l'exercice N est repris, sur les exercices suivants, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds par la contrepartie du compte « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs » inscrit au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous met en évidence les variations des fonds dédiés entre les deux derniers exercices : en K€

FONDS DEDIES en K€	Solde au 31/12/2023	Dotation	Reprise	Solde au 31/12/2024	Fonds non utilisés depuis plus de 2 ans
Fonds dédiés/subv fonctionnement					
Fonds dédiés SAMSAH(financement PCPE)	111	2	111	2	
Fonds dédiés SAMSAH(Insertion par le sport)	14	11	14	11	
Fonds dédiés SAMSAH(soin dentaire)	5	7	5	7	
Fonds dédiés - Dotation ACT Dinan et St Brieuc	110			110	110
Fonds dédiés - Association	30			30	30
Fonds dédiés - DUI	531	552	125	957	405
Fonds dédiés - POLDER Réflexion éthique	169		38	132	
TOTAL	971	571	293	1 249	546
Fonds dédiés/subv investissement					
Fonds dédiés - Dotation ACT St Brieuc	41		10	31	31
Fonds dédiés - IME Tréguier - UE	40		3	38	38
Fonds dédiés - IME St Brieuc	53		18	35	35
Fonds dédiés - FDV PLOUISY	166		11	155	155
Fonds dédiés - ESATCO PAIMPOL	399		27	372	372
Fonds dédiés - FOYER PLOUISY	49			49	49
Fonds dédiés - IME LOUDEAC	0		0	0	0
Fonds dédiés - LEGUMERIE PLOUISY	149			149	
Fonds dédiés - MAS HILLION EXTENSION	800			800	
Fonds dédiés - MAS PAIMPOL UNITE RESIDENTIELLE	500			500	
Fonds dédiés - FOYER LA FRATERNITE	395			395	395
TOTAL	2 591		69	2 523	1 074
Fonds dédiés comptabilisés en PCA	224	460	214	470	-
Fonds formation	726	254	201	779	286
TOTAL FONDS DEDIES	4 288	825	563	4 551	1 907

III.5.4 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Ce poste comptabilise les emprunts contractés pour concourir au financement des immobilisations.

Au 31 décembre 2024, le **capital restant dû** aux organismes bancaires s'élève à **21 504 K€** ainsi que 44 K€ d'Intérêts Courus Non Echus

DETTES (montants en K€)	Montant brut	Échéances < ou = 1 an	Échéances > 1 an et <5ans	Échéances > 5 ans
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	21 504	2 345	7 340	11 819
Emprunt et dettes diverses				
Total des dettes financières	21 504	2 345	7 340	11 819
Autres dettes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 938	2 938		
Dettes des legs ou donations		0		
Dettes fiscales et sociales	7 217	7 217		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 371	1 371		
Autres dettes	422	422		
Total des autres dettes	11 948	11 948	0	0
TOTAL DES DETTES	33 452	14 293	7 340	11 819

III.5.5 CHARGES A PAYER

Les charges à payer s'élèvent à **4 153 K€** et se composent essentiellement des éléments suivants :

- Provisions pour congés payés (y compris charges sociales) pour 2846 K€
- Provisions CET pour 1 086 K€
- FNP pour 896 K€

III.5.6 PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE

Les produits constatés d'avance s'élèvent à **1084 K€** et concernent essentiellement :

- Les amendements Creton (depuis 2017, l'ARS reprend l'intégralité des produits issus de la facturation réalisée au titre des amendements Creton au cours de l'exercice N+1) pour 565 K€

III.6 COMPTE DE RESULTAT

III.6.1 CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Ce poste enregistre les subventions de fonctionnement perçues par l'Association et comprend notamment :

- 38 230 K€ au titre des activités médico-sociales dans le cadre du CPOM signé avec l'ARS pour la période 2024-2028
- 19 666 K€ au titre des activités hébergement dans le cadre du CPOM signé avec le CD pour la période 2024-2028
- 1 257 K€ correspondant aux financements hors CPOM de l'ARS des Appartements de Coordination Thérapeutique
- 1 314 K€ de subventions d'exploitation diverses notamment bouclier tarifaire

III.6.2 PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

III.6.2.1 Produits exceptionnels = 727 K€

Il s'agit essentiellement de :

- 230 K€ de reprise de produits d'hébergement du CPOM 2015-2019
- 107 K€ régularisation de produit d'exercice antérieur
- 201 K€ de cession d'immobilisations
- 162 K€ subvention virée au compte de résultat

III.6.2.2 Charges exceptionnelles = 168K€

Il s'agit de 96 K€ de valeurs comptables des éléments d'actifs cédés, et de 47 K€ de charges constatées des exercices précédents.

III.7 Engagements hors bilan (Cautions et autres engagements donnés)

L'association s'est portée caution personnelle et solidaire de la SCIC Habitat Handi-Citoyens en date du 17/05/2015 à hauteur de 1 300 K € dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du Crédit Coopératif souscrit pour la construction du HHC Paimpol

L'association s'est portée caution personnelle et solidaire de la SCIC Habitat Handi-Citoyens en date du 15/11/2016 à hauteur de 900 K € dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du Crédit Coopératif souscrit pour la construction du HHC Saint Brieuc

L'association s'est portée caution personnelle et solidaire de la SCIC Habitat Handi-Citoyens en date du 14/02/2025 à hauteur de 2006 K € dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du Crédit Coopératif souscrit pour la construction du HHC Loudéac.

Au 31 décembre 2024, le capital restant dû de ces emprunts s'élève à 1 771 K€.

Des placements sont nantis en gage de prêt auprès du Crédit Coopératif pour 687 K€, du Crédit Agricole pour 1 587 K€ soit un total de 2 274 K€ ainsi que 20 K€ auprès d'ARKEA pour l'ESATCO de Dinan.

III.8 Rémunération des dirigeants

Les personnes considérées comme dirigeants de l'association sont les membres du conseil d'administration. Les membres du Conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération. Seuls les frais engagés sont remboursés sur la base des frais réels.

III.9 Contribution volontaire en nature

L'association procède à un relevé des heures réalisées par les administrateurs, les adhérents et les bénévoles intervenant dans des missions administratives et/ou dans l'accompagnement des usagers de l'association.

Au titre de 2024, nous avons comptabilisé 5 018 heures valorisées au taux unique de 30 €/heure (décision du CA du 10 mai 2021), soit une évaluation annuelle de la **contribution volontaire en nature 2024 de 151 K€**.

L'association comprend 5 sections toutes animées par des bénévoles qui contribuent à la vie de ces sections sur des fonctions diverses ; notre association n'a pas pu mettre en place un système d'évaluation des heures.

III.10 Tableau des effectifs au 31/12/2024- Bilan Social

Effectifs présent au 31/12/2024	Employés	Cadres et Médecins	Ouvriers ESAT	TOTAL	%	Rappel Effectif 31/12/2023
Effectif Présent Total CDI	1 045	118	0	1 163	57%	1 140
Effectif Présent Total CDD	138	4	0	142	7%	112
Effectif Présent Total Autres	30	0	723	753	37%	772
Total	1 213	122	723	2 058	100%	2 024
Hommes	449	37	462	948	46%	947
Femmes	764	85	261	1 110	54%	1 077
Total	1 213	122	723	2 058	100%	2 024